

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240912-lmc1344961A-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 17 septembre 2024
Date de publication : 19/09/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 12 SEPTEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 12 septembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
60	20	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 24/09/186</p> <p>AVENANT N°2 - 19CONC12 - CONCESSION DES SERVICES PUBLICS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE TOULON OUEST ET DU REVEST-LES- EAUX-PROLONGATION DE 18 MOIS POUR RÉALISATION DE TRAVAUX D'URGENCE DE SÉCURISATION ET DÉVOIEMENT CANALISATION EAUX USÉES SANS INCIDENCE TARIFAIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Corinne JOUVE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Ange MUSSO, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, M. Guy RAYNAUD ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Bernard ROUX ayant donné pouvoir à Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE.

ABSENT :

Mme Pascale JANVIER.

Séance Publique du 12 septembre 2024

N° D' O R D R E : 24/09/186

O B J E T : AVENANT N°2 - 19CONC12 - CONCESSION DES SERVICES PUBLICS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE TOULON OUEST ET DU REVEST-LES-EAUX- PROLONGATION DE 18 MOIS POUR RÉALISATION DE TRAVAUX D'URGENCE DE SÉCURISATION ET DÉVOIEMENT CANALISATION EAUX USÉES SANS INCIDENCE TARIFAIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1, L1411-1 et suivants,

VU le Code de la Commande Publique, et notamment l'article R3135-2,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°19/06/250 du Conseil Métropolitain en date du 27 juin 2019 autorisant l'attribution du contrat de concession n°19CONC12 - Concession des services publics d'assainissement collectif de Toulon Ouest et du Revest-les-Eaux à la société en commandite par actions Compagnie des Eaux et de l'Ozone Procédés MP OTTO,

VU le contrat de concession n°19CONC12 d'une durée de 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2020,

VU l'avenant n°1 précédemment conclu dans le cadre du présent contrat approuvé par délibération du Conseil Métropolitain du 28 juin 2022,

VU que le projet d'avenant n°2 nécessite l'avis préalable de la Commission de Délégation de Service Public,

VU l'avis préalable favorable de la Commission de Concession et de Délégation de Service Public en date du 10 septembre 2024,

VU le projet d'avenant n°2 (et ses annexes) ci-annexé,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 3 septembre 2024,

CONSIDERANT le risque d'effondrement à court terme de la conduite en traversée du Las,

CONSIDERANT que ce risque ne pouvait être raisonnablement anticipé,

CONSIDERANT la nécessité d'engager rapidement des travaux de renouvellement, non prévus au contrat de délégation,

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la continuité de service d'assainissement pendant la réalisation des travaux,

CONSIDERANT que la nécessité d'assurer l'interface entre la poursuite de l'exploitation du service d'assainissement et la réalisation des travaux justifie que ces opérations soient assurées par le même opérateur,

CONSIDERANT qu'il convient de prolonger la durée du contrat pour une durée de 18 mois, portant l'échéance du contrat au 30 juin 2027, soit une augmentation de 25% de la durée du contrat,

CONSIDERANT que l'augmentation de cette durée implique une augmentation de la valeur du contrat proportionnelle de 23,7%,

CONSIDERANT que le planning prévisionnel comporte une phase préparatoire d'octobre à décembre 2024 et une phase travaux de janvier 2025 à juin 2025,

CONSIDERANT que cette prolongation n'entraîne pas une augmentation de la part de redevance du délégataire,

CONSIDERANT d'autre part qu'au titre de la dotation du Fonds de Développement Social et Environnemental (FDSE) il n'est plus nécessaire de financer le diagnostic permanent et d'autres actions environnementales,

CONSIDERANT qu'il convient donc de modifier l'article 6.7 du contrat portant sur le FDSE et de réduire la dotation à 88 488 € en 2026 et 44 004 € pour 6 mois en 2027 (soit environ 3,15% du chiffre d'affaires prévisionnel au lieu de 7.35 %),

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède et le projet d'avenant n°2 au contrat n°19CONC12.

ARTICLE 2

DE PROLONGER par avenant le contrat 19CONC12 pour une durée de 18 mois soit jusqu'au 30 juin 2027.

ARTICLE 3

D'APPROUVER le planning prévisionnel des travaux.

ARTICLE 4

DE MODIFIER l'article 1.5 du contrat (durée du contrat).

ARTICLE 5

DE MODIFIER l'article 6.7 du contrat afin de réduire la dotation au titre du FDSE.

ARTICLE 6

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n°2 au contrat de concession N° 19CONC12 ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 7

DE DIRE que toutes les autres clauses du contrat de concession et de ses précédents avenants demeurent en vigueur en ce qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations du présent avenant.

ARTICLE 8

DE DIRE que les recettes seront imputées sur le budget annexe assainissement, article 70611, opération 10020, notamment les redevances fichées dans le contrat.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Béatrice VEYRAT-MASSON

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance



POUR 80

CONTRE 0

ABSTENTION 0



Métropole Toulon Provence Méditerranée

AVENANT N°2

**Au contrat de concession N°19CONC12 - Concession de service public
pour l'exploitation des réseaux d'assainissement du bassin versant
des Communes de Toulon Ouest et Le Revest-les-Eaux**

ENTRE :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président en exercice, dûment habilité par délibération du conseil métropolitain, en date du 2024,
Ci-après, dénommée « **l'Autorité Délégente** »,

d'une part,

ET :

La société COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE PROCEDES MP OTTO - C.E.O OTTO, société en commandite par actions au capital de 4 846 880 €, dont le siège social est à 21 rue de La Boétie - 75008 Paris, immatriculée sous le numéro 775 667 363 RCS PARIS, intervenant aux présentes pour son établissement sis Rue des Oliviers, ZA Le Pouverel - 83130 La Garde, représentée par Monsieur M. CHRISTOPHE KLEINKLAUS, Directeur de Territoire, agissant au nom et pour le compte de cette société, et désignée dans ce qui suit par « **le Concessionnaire** »,

d'autre part,

Ensemble, « **les Parties** » et, individuellement, « **la Partie** ».

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

PREAMBULE

Par délibération 145721 du 27 juin 2019, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a autorisé la signature du Contrat N° 19CONC12 - Concession de service public pour l'exploitation des réseaux d'assainissement du bassin versant des Communes de Toulon Ouest et le Revest-les-Eaux. Ce Contrat a pris effet le 1er janvier 2020 pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2025.

Le Contrat a mis à la charge du Concessionnaire la réalisation de travaux de renouvellement conséquent représentant près de 30 % des charges estimées au Compte d'exploitation prévisionnel.

Le Contrat prévoyait l'exécution de travaux de renouvellement de canalisations **d'assainissement** dont le raccordement était prévu en amont de la traversée du Las, sur une **canalisation** existante DN 1000 dont le renouvellement n'était pas envisagé à court terme.

Jusqu'alors, cette canalisation de traversée du Las ne présentait aucun signe extérieur laissant **supposer** une quelconque dégradation ou anomalie. Aussi, son renouvellement n'avait été pas inscrit au sein du plan prévisionnel de renouvellement.

Or, lors des **reconnaitssances** préalables réalisées récemment, il a été constaté un état de **dégradation** préoccupant de la canalisation fonte DN 1000, non identifié **auparavant**. Le concessionnaire a fait réaliser un **diagnostic** par un cabinet spécialisé (**contrôle** d'épaisseurs par **ultrasons**), lequel a confirmé l'état de corrosion **avancé** de la canalisation avec des **percements** ponctuels et des pertes d'**épaisseurs** de 23 à 57%.

L'état de cette canalisation ne permet pas d'envisager son maintien à court terme. Il subsiste malgré la mise en place récente d'un berceau métallique de soutien sous cette canalisation, un **risque** avéré d'effondrement de sa partie supérieure sur elle-même. Faute de pouvoir réhabiliter ce tronçon de canalisation en place, un nouvel ouvrage en **traversée** du Las doit être mis en œuvre.

Le présent avenant prévoit la mise à la charge du Concessionnaire des travaux de renouvellement d'un tronçon de canalisation en traversée de la rivière "Le Las" dans sa partie couverte sur l'avenue Aristide Briand à Toulon et la prolongation de la durée du contrat afin de financer ces travaux supplémentaires imprévus.

Cette mise en oeuvre nécessite des travaux supplémentaires non prévus au présent Contrat de Concession pour un montant de 1 198 592 € HT (en valeur 2024) comprenant :

- la préparation du chantier, sondages, études géotechniques,
- la création de chaussée provisoire pour déviation de circulation,
- la traversée de la rivière : trémies + supports + fourreaux aciers,
- la traversée de l'avenue en 2 phases, la création du regard de raccordement
- les frais de maîtrise d'œuvre.

Le projet consiste à prolonger les 2 PEHD DN 710 en traversée de la rivière "Le Las" et de l'avenue Aristide Briand jusqu'à la canalisation DN 1000 existante (laquelle reprend actuellement les effluents de Toulon via le PR de Castigneau et les effluents du Revest).

La réalisation de ces travaux par le Concessionnaire est justifiée par la nécessité :

- de les engager rapidement compte-tenu du risque d'effondrement à court terme entraînant un risque de déversement d'effluents dans le petit fleuve côtier du Las,
- d'assurer une continuité du service de l'assainissement pendant leur réalisation,
- d'assurer la meilleure interface possible entre la poursuite de l'exploitation du service d'assainissement et leur réalisation.

Pour permettre la réalisation de cette opération de renouvellement sans modification des tarifs du Concessionnaire, l'autorité délégante a décidé de prolonger le Contrat d'une durée de 18 mois, soit jusqu'au 30/06/2027.

Le présent avenant, qui ne modifie pas les rémunérations du Déléataire, est conclu en application de l'article R.3135-2 relatif aux travaux supplémentaires devenus nécessaires du Code de la Commande Publique.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ÉTÉ CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OPÉRATION DE TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT À LA CHARGE DU CONCESSIONNAIRE

Il est mis à la charge du Délégataire la réalisation de l'opération de renouvellement d'un tronçon de canalisation en traversée de la rivière "Le Las" dans sa partie couverte sur l'avenue Aristide Briand à Toulon.

1.1 Délai d'exécution des travaux

La phase préparatoire de ces travaux est prévue d'octobre à décembre 2024 et la phase effective de réalisation est prévue pour une durée de 4 mois, de janvier à juin 2025.

Lorsque, pour des raisons indépendantes de la volonté du **Concessionnaire**, une autorisation administrative est délivrée avec retard ou que des événements tels que des journées d'intempéries pendant **lesquelles** les **travaux** sont arrêtés, l'arrêt ou la **suspension** des travaux du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, une grève paralysant l'activité du chantier ou tout autre cas de force majeure **dûment** constatés, surviennent, les délais prévisionnels mentionnés ci-dessus sont prorogés d'une durée égale à celle des délais **supplémentaires** générés par ces événements.

L'**annexe** 1 au présent avenant détaille les opérations de travaux de renouvellement mises à la charge du **Concessionnaire**.

1.2 Réception des travaux

Après l'achèvement des travaux de renouvellement et avant leur mise en service, le Délégataire organise leur réception. Il invite la collectivité à participer aux opérations de réception.

Les opérations de réception donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

ARTICLE 2 - DURÉE DU CONTRAT

La durée du Contrat est prolongée de dix-huit (18) mois, soit jusqu'au 30 juin 2027, dans les **conditions** économiques précisées au Compte d'exploitation prévisionnel joint en annexe 2.

ARTICLE 3 - FONDS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

A compter du 1er janvier 2026, le fonds de Développement Social et Environnemental, décrit à l'article 6.7 du Contrat a pour principal objet le financement :

- de la sécurisation des installations (groupes électrogènes),
- des montants des abandons de créance réalisés par le Concessionnaire,
- du plan de surveillance pour l'amélioration de la qualité de l'eau dans la rade de Toulon.

A compter du 1er janvier 2026, le fonds est alimenté par un abondement du concessionnaire fixé à :

- au titre de l'année 2026 : 88 488 € HT,
- au titre du premier semestre de l'année 2027 : 44 004 € HT.

ARTICLE 4 – CLAUSES DIVERSES - DATE D'EFFET

Toutes les clauses du contrat de délégation et de son avenant n°1 non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Organisatrice remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Organisatrice à le signer.

ARTICLE 5 - ANNEXES

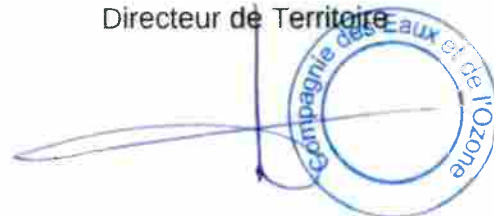
Sont annexées au présent avenant :

- Annexe 1 : Descriptif de l'opération de renouvellement
- Annexe 2 : **Compte** d'exploitation prévisionnel

Établi en deux exemplaires originaux dont un pour la Collectivité et un pour le Déléataire.

Pour l'Autorité délégante
M. Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Pour la CEO
M. Christophe KLEINKLAUS
Directeur de Territoire



Annexe 1 : Descriptif de l'opération de renouvellement

Refolement de Castigneau Traversée du boulevard Aristide Briand et de la rivière couverte

Désignation	unité et quantité	Total HT en Euro
1. Travaux de prolongation des nouveaux réseaux de refolement de Castigneau jusqu'au réseau Ouest DN 1000 existant du boulevard Aristide Briand (En avance de phase sur la deuxième tranche des refolements)		
1.1. Préparation et suivi de chantier prestation de Maîtrise d'oeuvre Veolia, 5.5% du total travaux	1 ens	65 923
1.2. Préparation, Étude complémentaire et installation de chantier <ul style="list-style-type: none"> ▫ Constat huissier, installation de chantier ▫ Investigation complémentaire, sondage, marquage au sol ▫ Etude géotechnique G2 Pro, G3 et G4 ▫ Etude graphique préparation et recollement 	1 ens	132 961
1.3. Travaux préparatoires <ul style="list-style-type: none"> ▫ Balisage général, panneau de chantier ▫ Démolition, dépose diverses ▫ Dépose/ repose panneau information par Vinci autoroute ▫ Création des chaussées provisoire phase 1 et 2 ▫ Dépose et repose des GBA ▫ Reconstruction à l'identique 	1 ens	167 547
1.4. Traversée de la rivière couverte <ul style="list-style-type: none"> ▫ Terrassement au droit des deux voiles ▫ Réalisation des trémies pour passage des fourreaux ▫ Création des massifs support de chaque côté ▫ Supportage provisoire ▫ Mise en place des fourreaux en acier 	1 ens	278 604

<ul style="list-style-type: none"> ■ Passage et soudage des tuyauteries en PEHD 		
1.5. Traversée du boulevard Aristid Briand en 2 phases <ul style="list-style-type: none"> ■ Terrassement de la tranchée ■ Dévoiement de tuyaux existant suivant nécessité ■ Pose des tuyauteries PEHD ■ Raccordement au réseau DN 1000 existant par un regard étanche ■ Reconstitution des voiries à l'identique 	1 ens	553 558
Total travaux de prolongement Délai de réalisation: 8 mois (4 mois de préparation et 4 mois de travaux)		1 198 592

RAPPORT JUSTIFICATIF D'AVENANT À UN CONTRAT DE CONCESSION

Procédure n° 19CONC12

Objet :

**Délégation de service public pour l'exploitation des réseaux d'assainissement
du bassin versant des communes de Toulon-ouest et Le Revest-les-Eaux**

1- Descriptif du marché

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE PROCÉDÉS MP OTTO (CEO)
Date de notification	1 ^{er} aout 2019
Durée du contrat	6 ANS
Date de début du contrat	1 ^{er} janvier 2020
Date de fin du contrat	31 décembre 2025
Éléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)	Montant du contrat (recettes prévisionnelles inscrites au CEP) : 17 726 907 € HT Redevance (valeur 2020) : 0,3695 € HT / m ³
Projet avenant n°...	2
Objet de l'avenant / modification du contrat	Prolongation de 18 mois et prise en compte de travaux de renouvellement urgents, sans incidence sur la redevance du délégataire
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	Avenant n°1 : insertion clause laïcité Notifié le 7 aout 2022

2- Fait(s) générateur(s)

Description de l'évènement :

Il s'agit de procéder au renouvellement d'un tronçon de canalisation en traversée de la rivière « Le Las » dans sa partie couverte sur l'avenue Aristide Briand à Toulon, et de prolonger la durée du contrat afin de financer ces travaux supplémentaires imprévus.

Contexte :

Le contrat initial prévoyait l'exécution de travaux de renouvellement partiel des canalisations à l'aval du Poste de Refoulement (PR) de Castigneau, afin d'abandonner les 2 conduites béton Ø800 vétustes avenues d'Estienne d'Orves et Aristide Briand (en vert sur le plan ci-dessous), ces ouvrages étant sujets à une forte dégradation liée à l'H₂S :

- Pose de 2 canalisations en PEHD Ø710 sur un linéaire de 1050 ml sous la piste cyclable qui longe la voie d'accès au Palais des sports (en bleu sur le plan)
- Pose d'une canalisation gravitaire PRV Ø1000 sur un linéaire de 230 ml raccordé en amont de la traversée en fonte de la rivière couverte Le Las (en rouge sur le plan)



Le raccordement de ces ouvrages neufs était prévu en amont de la traversée du Las, sur une canalisation existante Ø1000 dont le renouvellement n'était pas envisagé à court terme.

Or, lors des **reconnaitances** préalables aux travaux en cours de contrat, il a été constaté un état de dégradation préoccupant de la canalisation fonte Ø1000, non identifié préalablement. En effet, lors des visites de terrain antérieures à la définition du projet inscrit dans le contrat, la canalisation ne présentait aucun signe extérieur laissant supposer une anomalie (voir photo n°1 juin 2018 ci-après).

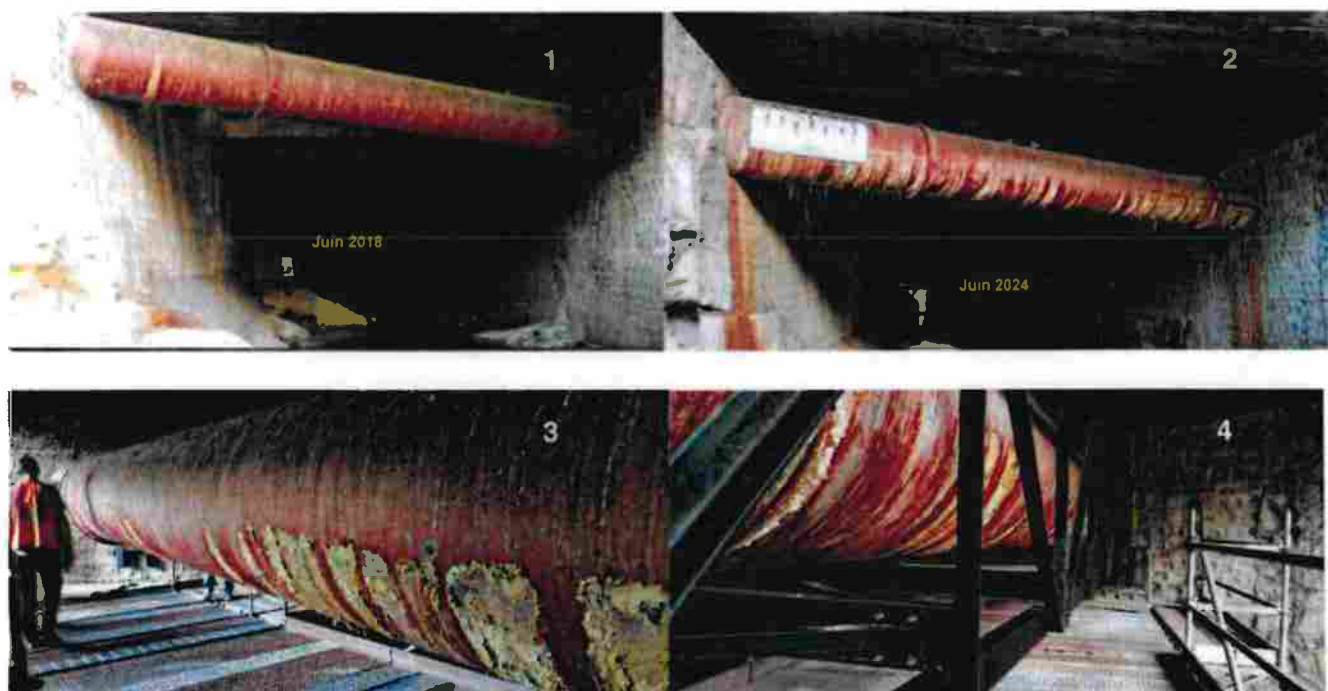
Il a donc été décidé de ne pas réaliser la pose du gravitaire Ø1000 et son raccordement à l'amont de cette traversée comme prévu initialement.

L'exploitant a fait réaliser un diagnostic par l'Institut de Soudure (contrôle d'épaisseurs par ultrasons), lequel a confirmé en octobre 2023 l'état de corrosion avancé avec des percements ponctuels et des pertes d'épaisseurs de 23 à 57%.

Le bureau d'études EA Ingénierie, sur la base de ces éléments, a estimé dans son rapport rendu en décembre 2023 un risque de rupture important ; il préconise la fabrication et la mise en place d'un rack métallique de soutien de la canalisation défectueuse en traversée du Las.

Mesures d'urgence pour la continuité de service :

Les percements ont été colmatés (voir photo n°2 ci-dessous), et le rack métallique a été réalisé et mis en œuvre par l'exploitant en juillet 2024 afin de soulager les efforts sur la canalisation compte tenu du risque de rupture (photos n°3 et 4).



Problématique :

L'état de la canalisation ne permet pas d'envisager son maintien à court terme, et il subsistera malgré le berceau métallique un risque d'effondrement de la partie supérieure sur elle-même. Faute de pouvoir la réhabiliter en place, un nouvel ouvrage en traversée devra être mis en œuvre.

Il est donc apparu nécessaire :

1. en substitution aux travaux de pose du gravitaire Ø1000, de prolonger les refoulements Ø710 sur un linéaire équivalent jusqu'à l'avenue Aristide Briand
2. **d'étudier une solution de franchissement de la rivière couverte pouvant être mise en place rapidement.**

Ce 2^{ème} point nécessite de réaliser des **travaux supplémentaires non prévus au contrat, pour un montant estimé à 1 198 592 € HT** (en valeur 2024) comprenant :

- la préparation du chantier, sondages, études géotechniques
- la création de chaussée provisoire pour déviation de circulation
- la traversée de la rivière : trémies + supports + fourreaux acier
- la traversée de l'avenue en 2 phases, la création du regard de raccordement
- les frais de maîtrise d'œuvre 5,5%

Le projet étudié consiste à prolonger les 2 PEHD Ø710 en traversée de la rivière couverte et de l'avenue Aristide Briand jusqu'à la canalisation Ø1000 existante (laquelle reprend actuellement les effluents de Toulon via le PR de Castigneau et les effluents du Revest).

4- Cas de recours à un avenant

Les hypothèses dans lesquelles une modification des contrats en cours d'exécution peut être admise art L 3135-1 CCP

Cas de recours à une modification de contrat prévus par le Code de la Commande publique

☐ Article R3135-1 :

Le contrat de concession peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

☒ Article R3135-2-3 et 4 :

Le contrat de concession peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 3135-3, des travaux ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le contrat de concession initial, à la condition qu'un changement de concessionnaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment aux exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants acquis dans le cadre de la concession initiale.

Lorsque le contrat de concession est conclu par un **pouvoir** adjudicateur, le montant de la modification prévue à l'article R. 3135-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du contrat de concession initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées dans le respect des dispositions du présent article, cette limite **s'applique** au montant de chaque modification. Ces modifications **consécutives** ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence.

Pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 3135-2, le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation. Dans le cas contraire, le montant actualisé du contrat de concession initial est calculé en tenant compte de l'inflation moyenne.

☐ Article R3135-5 :

Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir. Dans ce cas, les dispositions des articles R. 3135-3 et R. 3135-4 sont applicables.

☐ Article R3135-6 :

Le contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession, dans l'un des cas suivants :

1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option définie à l'article R. 3135-1 ;

2° Dans le cas d'une cession du contrat de concession, à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial. Le nouveau concessionnaire justifie des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par l'autorité concédante. Cette cession ne peut être effectuée dans le but de soustraire le contrat de concession aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

☐ Article R3135-7 :

Le contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles. Pour l'application de l'article L. 3135-1, une modification est considérée comme substantielle, notamment, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

2° Elle modifie l'équilibre économique de la concession en faveur du concessionnaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le contrat de concession initial ;

	<p>3° Elle étend considérablement le champ d'application du contrat de concession ;</p> <p>4° Elle a pour effet de remplacer le concessionnaire auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession par un nouveau concessionnaire, en dehors des hypothèses visées à l'article R. 3135-6.</p> <p><input type="checkbox"/> Article R3135-8 et 9 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen qui figure dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du contrat de concession initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions énoncées à l'article R. 3135-7 sont remplies.</p> <p>Les dispositions de l'article R. 3135-4 sont applicables au cas de modification prévu au présent article.</p> <p>Lorsque plusieurs modifications successives relevant de l'article R. 3135-8 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé.</p>
--	---

Justifications détaillées pour chaque cas de recours

Les éléments suivants **justifient** de faire réaliser les travaux de renouvellement de la conduite par l'**exploitant** du service d'assainissement :

- le **besoin d'engager rapidement les travaux**, compte tenu du risque d'effondrement de la conduite en traversée du Las (les délais de mise en œuvre sont réduits et compatibles avec les enjeux et l'urgence du renouvellement),
- la nécessité d'assurer une **totale continuité du service** d'assainissement pendant la réalisation des travaux (stockage amont, sécurisation, pompage),
- la nécessité d'assurer **l'interface entre la poursuite de l'exploitation du service d'assainissement et la réalisation des travaux** justifie que ces opérations soient assurées par le même opérateur

La réalisation de ces travaux **complémentaires** par l'exploitant actuel permettra de plus de réaliser les raccordements définitifs amont/aval et la mise en service du tronçon réalisé dans le cadre du contrat initial (actuellement en attente), permettant la bonne réception de l'ouvrage et l'abandon des canalisations vétustes en traversée de l'A50 et sur l'avenue d'Estienne d'Orves conformément aux objectifs du contrat.

On peut noter que le contrat prévoit à l'origine un programme de travaux d'investissement qui représente 30% des charges. La prise en compte des travaux **supplémentaires** par avenant s'inscrit dans la continuité technique.

5- Impact financier

Le nouveau CEP prend en compte les travaux de renouvellement des canalisations en traversée du Las décrits ci-avant et leur financement ; il se substitue au financement des travaux de renouvellement du PR Castigneau inscrits jusqu'en 2025 (591 286 € / an). Le montant de renouvellement électromécanique reste inchangé. Il n'est pas prévu de nouveaux investissements sur la période de prolongation. Le montant du FDSE est réduit à 3,15% du CA (au lieu de 7,35%).

Le niveau de marge de l'avenant proposé conserve le niveau moyen du contrat actuel (3,72%). Les autres dispositions relatives à l'exploitation sont conservées.

Le montant des recettes inscrit au nouveau CEP avec une prolongation de 18 mois s'établit à 21 932 979 € HT, ce qui représente une **hausse du montant prévisionnel du contrat de 4 206 072 € HT, soit +23,7%**.

La prolongation de 18 mois représente +25% de la durée initiale.

6- Mouvement financier


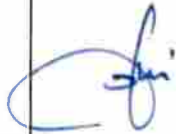


☒ NON

☐ OUI

Annexes jointes

- Plan des travaux
- Devis des travaux
- Nouveau CEP

Fait à Toulon, le 26/07/2024

Nicolas BOUTARD Chef de service Réseaux Centre 	Olivier AMBROSI Directeur adjoint DEA 	Slim MISSOUM Directeur DEA 	Didier GOUBÉ DGST TP 
---	---	--	--

RESERVE A LA DCP

Date réception DCP		
Demande de précisions/de documents	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, lesquels ?	Date : Signature :
Avis de la DCP Valant accord pour l'élaboration de l'avenant et les virements de crédits le cas échéant	Date : Signature :
Commission	<input type="checkbox"/> CDSP <input type="checkbox"/> Sans Objet	
Passage en Conseil Métropolitain	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	